



Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement  
PROJET DE DEPOLLUTION DE LA BAIE DE HANN



DA

## ATELIER SUR LE PRETRAITEMENT DES EFFLUENTS INDUSTRIELS

Sous la Présidence de **M. Mansour FAYE**, Ministre de l'Hydraulique et de l'Assainissement

DEEC

22 Janvier 2015, 09 heures Hôtel King Fahd Palace

# le soleil

www.lesoleil.sn

MERCREDI 21 JANVIER 2015

44<sup>ème</sup> ANNÉE • N°13396 • ISSN 0850/0704 • 200 F.CFA • ZONE CFA 300 FRANCS

MACKY SALL INAUGURE LE CENTRE DE CARDIOLOGIE A LE DANTEC

## Une unité hi-tec pour les maladies du cœur

PAGES 3-4

● Un projet de 85 milliards de FCfa pour le renouveau de l'hôpital



CRISTINA DUARTE, MINISTRE DES FINANCES DU CAP-VERT ET CANDIDATE A LA BAD



## « Il faut sortir de la logique de gestion de la pauvreté »

PAGE 7

DEUXIEME UNIVERSITE DE DAKAR A DIAMNIADIO

## Le chef de l'Etat pose la première pierre aujourd'hui

PAGE 2

AGRICULTURE

## La Saed cible Keur Momar Sarr

PAGE 8

PACTE DE STABILITE SOCIALE

## Le Sénégal cité en exemple par le Bit

PAGE 10

FAMILLE OMARIENNE

## Des denrées alimentaires pour la ziarra annuelle

PAGE 11

APRES LEUR VICTOIRE SUR LE GHANA

## Les « Lions » pensent à l'Afrique du Sud

PAGES 22-23-24



CYAN MAGENTA JAUNE NOIR



DU 17 JANVIER AU 8 FEVRIER 2015

Vivez la 30<sup>ème</sup> édition de la Coupe d'Afrique des Nations de football



avec le Quotidien National **le soleil**



CRISTINA DUARTE, MINISTRE DES FINANCES ET DU PLAN DU CAP VERT  
ET CANDIDATE A LA PRESIDENCE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT

# « Il faut qu'on commence à sortir d'une logique de gestion de la pauvreté »

Candidate à la présidence de la Banque africaine de développement (Bad), Cristina Duarte, ministre des Finances et du Plan du Cap Vert, vient d'effectuer une tournée sous-régionale. Elle a visité le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Ghana et la Mauritanie pour présenter son programme et sa vision pour la Bad. De passage à la rédaction du Soleil, elle s'est expliquée sur ses motivations, sa feuille de route ainsi que ses chances comme candidate. Ministre des Finances et du Plan depuis 2006, elle a participé activement aux réformes qui ont conduit à la transformation économique de son pays. Diplômée en économie au Portugal et titulaire aussi d'un MBA en Finance internationale et d'un Master en Management international obtenus aux Etats Unis, Mme Cristina a travaillé d'abord dans le monde rural et agricole au Cap Vert avant d'embrasser une carrière dans la finance internationale au sein de la City Bank..

Propos recueillis par Oumar NDIAYE, Ibrahima BA et Sarah DIOP (photo)

## Qu'est-ce qui vous a motivé à présenter votre candidature à la présidence de la Bad ?

Il y a deux raisons qui m'ont poussé à présenter ma candidature à la présidence de la Banque africaine de développement. La raison de mon pays et celle de ma personne. Le Cap Vert est un pays crédible en Afrique. Nous venons d'être considérés, du point de vue de la bonne gouvernance, comme le premier en Afrique en 2014. Cela veut dire que le gouvernement du Cap Vert, le président de la République et le Premier ministre, ont décidé que cette crédibilité pourrait être considérée comme une source de légitimité. L'autre raison, c'est ma modeste personne. J'ai eu l'opportunité de travailler, depuis 2006, dans le processus de transformation structurelle du Cap Vert. Comme ministre des Finances et du Plan, j'ai eu l'occasion d'aider le gouvernement du Cap Vert à bien travailler une vision, un agenda de transformation et à trouver les ressources financières pour les infrastructures du pays. Cette même motivation personnelle me pousse à vouloir faire la même chose pour l'Afrique. C'est pour cela, en présentant mon programme à la Bad, je parle de mobiliser la liquidité africaine pour l'Afrique, de la transformation structurelle de l'Afrique. Il faut qu'on commence à sortir d'une logique de gestion de la pauvreté pour rentrer dans une logique de transformation structurelle de l'Afrique. Pour faire ce changement, il faut embrasser l'innovation, croire que l'Afrique peut aller plus vite, sauter des étapes. La crise internationale est en train de mettre sur la table une grande opportunité.

La géopolitique mondiale est en train de changer à cause de cette crise internationale. C'est peut-être l'opportunité pour l'Afrique d'aller plus vite, de prendre cette occasion pour une transformation structurelle en mobilisant plus les ressources propres et aussi les ressources financières d'autres régions du monde. La troisième chose qui motive ma candidature, c'est la question de la femme. Il faut maintenant agir parce que nous avons tout le temps parlé. Il faut être conscient que nous ne pouvons pas gagner ce championnat en laissant la moitié de la population africaine en dehors de ce processus. L'autre facteur qui me motive sur cette candidature, c'est le secteur privé en Afrique.

Depuis qu'on parle de l'intégration régionale en Afrique jusqu'à ce moment, nous avons eu une approche « Top-Down ». Maintenant, il faut une approche « Bottom-Up ». Nous pouvons continuer à signer les traités, les accords, à faire des conférences. Je ne suis pas contre cela. Il

faut commencer à construire l'intégration régionale en Afrique en tenant compte que c'est le secteur privé, les opérateurs économiques, les sociétés civiles qui le feront. C'est dans ce contexte que je propose que la fenêtre secteur privé de la Bad soit élargie. Elle doit aussi entamer un dialogue avec le secteur privé africain pour mieux comprendre la nécessité de cerner des produits plus ciblés pour ce secteur privé.

## Parmi les candidats à la présidence de la Bad, vous êtes seule femme. Est-ce un avantage ou un inconvénient ?

Je dis toujours que je ne présente pas ma candidature parce que je suis une femme. Etre femme, ce n'est pas une compétence mais une condition. Je suis très fière d'être femme. Cette candidature féminine remplit toutes les conditions pour « compétir » avec les autres en termes d'idées, de programme, de vision, d'efficacité, etc. Etre femme, c'est une condition mais pas un avantage par rapport aux autres. C'est le moment pour les pays africains de choisir le prochain président de la Bad, en ne tenant pas seulement compte de la géopolitique africaine, les compromis politiques africains, mais en regardant le pays et le profil du candidat. C'est vraiment le moment.

## Pour des élections de ce genre, la diplomatie joue un grand rôle avec la géopolitique africaine. Etant donné que le Cap Vert n'est pas une grande puissance, pensez-vous que votre candidature a de réelles chances de passer ?

Je vais être plus claire. Ce que je défends, c'est qu'on ne doit pas choisir le prochain président seulement en tenant compte de la géopolitique africaine. Je suis tout à fait d'accord que la géopolitique africaine, les compromis politiques africains, vont jouer un rôle important dans ce processus. Mais le Cap Vert est en train d'appeler à tenir en compte aussi du pays, de la crédibilité du pays et aussi du candidat. C'est la position du Cap Vert. Le Cap Vert est un petit pays, insulaire, lusophone. Nous ne sommes pas une puissance économique. Nous n'appartenons pas aux blocs anglophone ou francophone. C'est peut être un atout et pas un obstacle. Le Cap Vert comme petit pays, insulaire, lusophone peut garantir la nécessaire équidistance par rapport aux blocs traditionnels, anglophone, francophone et arabophone. C'est pourquoi le fait que le Cap Vert ne soit pas une puissance économique comme le Nigéria et n'appartenant pas à aucun bloc traditionnel, soit un avantage.

## Le Cap Vert est membre de la Cedeao et dans cette instance régionale, il y a quatre candidatures : le Cap Vert, le Nigéria, le Mali, et la Sierra Leone. Comment comptez-vous faire pour faire prévaloir votre candidature au sein de la sous-région ?

Pour la Cedeao, il est nécessaire d'équilibrer trois critères : le poids économique, le pays et le profil du candidat. Si nous prenons la puissance économique, cela veut dire que le Nigéria sera devant toutes les autres candidatures. Mais il faut voir le parcours du pays en bonne gouvernance, en progrès et pas la puissance économique du pays. Nous sommes quatre candidats au sein de la Cedeao et chacun est en train de faire sa campagne. Je pense que je suis la quatrième candidate qui vient au Sénégal parler avec le président Macky Sall. Le Cap Vert a présenté sa candidature, le programme et toutes les raisons qui font qu'on peut soutenir cette candidature. Maintenant nous attendons.

## Cela ne vous inquiète pas que l'Afrique de l'Ouest parte en ordre dispersé pour cette élection ?

Les quatre candidatures devront continuer à avoir l'opportunité de présenter leurs idées et projets. C'est trop tôt pour choisir.

## Pensez-vous avoir de réelles chances d'être élue ?

Oui, j'en suis convaincue parce que je pense que le Cap-Vert a une bonne candidature pas seulement du point de vue du pays mais également en tenant compte de mon expérience prouvée dans le monde des finances. J'ai travaillé pour une institution financière privée, j'ai une expérience dans le monde des finances du côté privé comme public. J'ai déjà prouvé que je suis capable de mettre en place des réformes. J'ai complètement changé la gestion des finances publiques et le cadre fiscal dans mon pays pour le rendre plus compétitif et je suis très fière de cela. J'ai des atouts comme candidate et je pense que les actionnaires de la Bad vont regarder et analyser cela.

## Une fois élue où est-ce que vous allez mettre l'accent sur les infrastructures et que comptez-vous faire pour que la Bad soit proche des populations africaines ?

Donald Kaberuka a fait un travail formidable. Cela veut dire que le prochain président de la Bad aura un grand défi. Il doit consolider les acquis. C'est dans ce contexte de consolidation qu'un accent doit être mis sur le volet infrastructurel. La



## Vous avez déjà l'appui des pays africains lusophones ?

Oui. C'est également le cas des pays insulaires et j'espère aussi avoir l'appui de la Cedeao.

## Au Cap-Vert, quelle a été votre recette miracle pour venir à bout du problème de la mal gouvernance ?

La bonne gouvernance, ce n'est pas une question technique. C'est avant tout une question d'engagement politique avec le peuple et le pays. J'ai l'habitude de dire que l'Afrique a besoin d'avoir des gouvernements qui gouvernent avec passion et amour pour le continent. Certains commencent déjà à comprendre cela. Ces dernières années, la bonne gouvernance commence à être présente en Afrique.

## Le fait d'être restée presque 10 ans comme ministre des Finances et du Plan, a-t-il joué quelque chose dans la transformation économique du Cap Vert parce que souvent, dans les pays africains, il y a une certaine instabilité gouvernementale.

Comme ministre des Finances, j'ai eu à prendre des décisions impopulaires et difficiles mais la société capverdienne a bien compris. Entre 2007 et 2008, on a décidé d'aligner les prix domestiques de combustible sur ceux internationaux et d'éliminer les subventions sur les prix du pétrole. Nous avons pris le soin de bien expliquer cela à la population en leur disant où l'on allait mettre cet argent. C'était pour le mettre dans le système de sécurité sociale, les kits scolaires, dans les bourses d'études. Quand nous avons expliqué cela aux populations, elles l'ont bien compris.

Banque africaine de développement doit continuer à être un instrument important pour « l'infrastructure » de l'Afrique. Je pense également qu'en dehors des infrastructures physiques, il faut aussi travailler pour « l'infrastructure institutionnelle ». Les institutions sont importantes. La question du financement doit aussi être consolidée et élargie. Nous voulons une banque plus proche des populations et du secteur privé. Actuellement, la fenêtre privée de la Bad est responsable à peu près de 25% du portefeuille de financement. Il faut que nous parvenions à adopter une approche collaborative avec toutes les institutions financières privées de l'Afrique en lieu et place d'une approche compétitive. Il faut travailler avec tous les systèmes financiers du continent pour aider à résoudre le problème du financement des infrastructures en Afrique.

## Le Sénégal vous a-t-il promis son appui ?

J'espère que le Cap-Vert pourra compter sur l'appui de son excellence, le président de la République du Sénégal, Monsieur Macky Sall, ainsi que sur celui de toute la société sénégalaise. C'est la première fois que je présente mes idées au Sénégal, en Côte d'Ivoire, au Ghana, en Mauritanie. Je viens de commencer cette tournée. Le 30 janvier prochain, c'est le délai pour déposer les candidatures. C'est encore très tôt pour que les pays fassent leur choix. Ils sont dans une phase d'écoute et d'analyse du programme des différents candidats. Chaque candidat a jusqu'au 20 février pour soumettre son programme. Après cela, je suis convaincu que les actionnaires de la Bad vont commencer à se positionner d'une manière plus claire et plus officielle.